Découvrez la vérité sur votre rôle fiscal caché

www.tdcfr.com

INTRODUCTION

Dès votre naissance, l'État crée une "personne juridique" pour vous donner une existence légale.
Mais cette personne juridique sert aussi à vous transformer en unité fiscale.
L'État compte sur vous pour produire, consommer et surtout payer des impôts.
Ces impôts servent à rembourser une dette publique que vous n'avez jamais acceptée.

1. La personne juridique, cette fiction méconnue
Une personne juridique est une invention administrative.
Elle vous permet d'avoir des droits (signer, acheter, vendre), mais elle sert aussi à vous inscrire dans le système fiscal. Vous devenez une ressource comptable, exploitable par l'État et les marchés.

2. Comment vous garantissez la dette publique
L'État finance ses dépenses par l'impôt.
Quand les recettes fiscales ne suffisent pas, il emprunte sur les marchés financiers.
Mais pour que les créanciers acceptent de prêter, ils veulent des garanties.
Et la garantie principale, c'est vous : votre travail futur et vos impôts futurs.
Chaque citoyen est une "unité fiscale", une ressource garantie sur laquelle l'État parie pour rembourser ses dettes.

3. Un contrat caché sans consentement
Avez-vous signé un contrat où vous acceptez de garantir la dette publique ? Non.
Cette mise en garantie implicite est imposée sans votre consentement libre et éclairé.
En droit, un tel engagement forcé est juridiquement contestable.
Ce contrat invisible vous engage pourtant, vous et même vos enfants.

4. Ce que vous pouvez revendiquer
Chaque citoyen a le droit d'exiger :
• Un audit citoyen de la dette publique.
• La fin de la mise en garantie implicite des citoyens.
• La transparence complète sur la création monétaire.
• Une refonte du contrat social basée sur un vrai consentement.

5. Si l'État refuse d'entendre
Si l'État refuse de reconnaître cette réalité et persiste à nous considérer comme simples ressources fiscales, alors il ne reste qu'une seule issue : Ne plus participer.
Car ce système ne tient debout que parce que nous y participons.
Retirer volontairement notre adhésion, refuser de nourrir la machine, c'est provoquer son effondrement automatique. Sans notre travail, nos impôts et notre consommation, la dette publique s'effondre.

6. La dette ne nous appartient pas
Rappel fondamental : Cette dette n'est pas la vôtre.
C'est une dette publique, contractée par l'État, pour ses propres choix politiques.
C'est donc l'État qui doit en répondre, pas vous.
Le citoyen n'a jamais donné son accord libre pour garantir cette dette.
Exiger qu'il la rembourse sans son consentement est un abus fondamental.

CONCLUSION

Reprendre sa souveraineté
Comprendre ce mécanisme caché, c'est reprendre sa souveraineté. Informer, partager, exiger des comptes… ce sont des actes de résistance citoyenne.
Vous n'êtes pas une matière fiscale.
Vous êtes un être humain souverain.

Schéma explicatif : Distinction entre être humain et personne juridique

1. Définitions

Terme	Définition
Être humain	Un individu biologique, fait de chair et de sang, doué de conscience et d'existence physique
Personne juridique	Une **fiction légale**, créée par l'État ou une autorité, qui donne à cet être humain une **capacité légale** à agir dans la société (signer des contrats, posséder des biens, payer des impôts, etc.)

2. Origine historique et étymologique

Origine	Détail
Latin : Persona	Désigne le masque de théâtre, donc le **rôle** que joue une personne dans la société
Droit romain	Crée la notion de **personne juridique** pour donner des capacités légales aux citoyens
Droit moderne	Toutes les sociétés contemporaines utilisent cette fiction juridique pour organiser la vie sociale et commerciale

3. Le processus de création d'une personne juridique

✅ Naissance biologique ➔ Enregistrement à l'état civil ➔ Création d'une **personne juridique** portant ton nom.

Exemple :

- Être humain : toi, avec ton corps et ta conscience
- Personne juridique : "DUPONT Jean" enregistré à la mairie, avec un acte de naissance et un numéro d'identification.

4. Ce que chaque citoyen doit comprendre sur son rôle fiscal caché

Derrière cette construction juridique, il y a une réalité économique cachée :

Chaque citoyen est considéré par l'État comme une **unité fiscale**. Cela signifie que l'État compte sur toi pour produire de la richesse, consommer, et surtout, payer des impôts. Ces impôts sont ensuite utilisés pour rembourser la dette publique.

✅ Cette dette publique, que tu n'as pas personnellement signée, repose **sur ta capacité future à payer des impôts**. En clair, sans le savoir, tu es une forme de **garantie implicite** pour rassurer les marchés financiers.

✅ Pourtant, ce système a été mis en place **sans ton consentement libre et éclairé**. On ne t'a jamais demandé si tu acceptais que ta force de travail future serve de garantie pour financer les dettes d'un État qui emprunte parfois à l'excès.

➡️ En droit, un contrat sans consentement libre et éclairé est contestable. Ce principe fondamental signifie que chaque citoyen aurait **le droit de refuser d'être ainsi marchandisé ou présumé garant** d'une dette dont il n'a jamais délibérément accepté les termes.

5. Pourquoi cette distinction pose question

Idée officielle	**Critique citoyenne**
La personne juridique permet de te donner des droits (contrats, héritage, commerce)	Elle sert aussi à te transformer en ressource fiscale exploitable
La dette publique finance les services publics	Elle repose en réalité sur ton futur travail et ta future capacité à payer
Tu es libre dans un État de droit	Mais cette marchandisation implicite n'a fait l'objet d'aucun consentement formel

6. Conséquences pratiques

- ✅ Comprendre ce mécanisme permet de revendiquer un **droit à la transparence fiscale et monétaire**.
- ✅ Un citoyen informé peut exiger de **réévaluer ce contrat social imposé**.
- ✅ En dévoilant cette structure cachée, les citoyens peuvent revendiquer leur **droit à un vrai consentement éclairé** sur les politiques d'endettement public.

Si l'État refuse d'entendre cette réalité et persiste à nous considérer comme de simples actifs fiscaux, alors la seule issue est de **ne plus participer au système**. Car sans notre adhésion volontaire, sans notre travail et notre consommation, ce système s'effondrera de lui-même.

Enfin, il est crucial de rappeler que **cette dette ne nous appartient pas personnellement**. Elle est **une dette publique, contractée par l'État**, et l'État seul en est responsable. Il est illégitime de faire peser cette charge sur les citoyens sans leur consentement.

7. Schéma final simplifié

Être humain

✅📄 Création acte de naissance

✅👥 Personne juridique

✅🔒 Accès au système légal (banques, impôts, contrats)

✅📈 Garantie implicite de la dette publique

8. Message citoyen

⚡ **Tu es bien plus qu'un contribuable !** Tu es un **être humain souverain**, et ce système t'utilise comme actif financier **sans ton accord explicite**. Comprendre ce mécanisme est la première étape pour reprendre la main sur ton destin économique.

Si l'État persiste à te traiter comme une simple ressource, alors il est temps de réaliser que **c'est en retirant ta participation que tu retrouveras ta vraie puissance**. Ce système ne tient que parce que nous y participons.